

DECLARATION PUBLIQUE – AMNESTY INTERNATIONAL

8 janvier 2020

AFR 24/1641/2020

AILRC-FR

GUINEE EQUATORIALE. LES AUTORITES DOIVENT REVELER LE SORT DE QUATRE MEMBRES DE L'OPPOSITION

Les autorités équato-guinéennes doivent révéler ce qu'il est advenu de quatre membres de l'opposition enlevés selon certaines sources au Soudan du Sud et transférés en Guinée équatoriale, ainsi que leur lieu de détention, a déclaré Amnesty International mercredi 8 janvier.

Les autorités doivent s'assurer que les droits humains de Martin Obiang Ondo, Bienvenido Ndong Ondo, Feliciano Efa Mangué et Julo Obama Mefuman, membres du « Mouvement pour la libération de la Troisième République de Guinée équatoriale » (MLGE3R en espagnol), qui seraient actuellement détenus dans ce pays, soient intégralement respectés et protégés.

Le 12 novembre 2019, ces quatre hommes ont quitté l'Espagne pour se rendre au Soudan du Sud. Le 15 novembre 2019, ils ont été portés disparus lors de leur séjour au Soudan du Sud et leurs familles ont appris qu'ils avaient été enlevés et transférés en Guinée équatoriale. Ils auraient d'abord été placés en détention à Malabo, dans la prison de Black Beach, puis transférés dans la nouvelle prison de Mongomo.

Deux d'entre eux résident légalement en Espagne depuis plus de 15 ans, et les deux autres possèdent la citoyenneté espagnole. Selon les informations d'Amnesty International, les autorités ont refusé la demande de visite déposée par l'ambassade d'Espagne en Guinée équatoriale.

Au cours de la semaine du 6 janvier, le parti au pouvoir en Guinée équatoriale a publié un communiqué de presse dans lequel il reliait le sort de ces quatre membres de l'opposition à une tentative présumée de coup d'État et d'assassinat contre le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo en décembre 2017.

Le parti a indiqué que certaines personnes qui auraient participé à ces agissements résidaient en Espagne, et que les autorités équato-guinéennes avaient « demandé par voie diplomatique la collaboration des pays amis et des organisations internationales ».

Un procès collectif consacré au coup d'État présumé s'est tenu entre le 22 mars et le 31 mai 2019, à l'issue duquel 112 prévenus ont été reconnus coupables et condamnés à des peines d'emprisonnement allant de trois ans et un jour à 97 ans. Cinquante-cinq prévenus, dont Martin Obiang Ondo, Bienvenido Ndong Ondo et Feliciano Efa Mangué du MLGE3R, ont été jugés par défaut.

Selon un rapport du Centre pour les droits humains de l'Association des avocats américains (ABA), réalisé dans le cadre du projet TrialWatch de la Fondation Clooney pour la justice, cette affaire a été entachée de vices de procédure flagrants, comme la nomination de juges et de procureurs militaires par décret présidentiel. Elle n'a en outre pas respecté les garanties d'équité de la justice, qui relèvent de l'obligation de tous les États conformément au droit international relatif aux droits humains.

Ces dernières années, plusieurs opposants au gouvernement équato-guinéen ont été arrêtés à l'étranger, notamment au Nigeria et au Togo, avant d'être transférés en détention en Guinée équatoriale.

Amnesty International a en outre recensé des cas de défenseurs des droits humains et de militants arbitrairement arrêtés, attaqués et persécutés en Guinée équatoriale en raison de leur travail.

L'organisation appelle les autorités à enquêter sans délai, à révéler immédiatement la vérité sur le sort de ces quatre membres de l'opposition et le lieu où ils se trouvent, et à cesser de recourir aux agents des forces de sécurité pour enlever des personnes, y compris des détracteurs du gouvernement qui vivent hors du territoire équato-guinéen.